

<http://www.mesopinions.com/petition/politics/hopital-public-moderne-proximite-nanterre/16375>

Depuis 4 ans déjà, les personnels et leurs représentants, les citoyens et les élus se mobilisent pour **défendre et moderniser l'hôpital Max Fourestier au sein du Centre d'accueil et de soins hospitaliers (CASH) de Nanterre** .

En effet, en 2011, le projet de l'Agence régionale de santé (ARS) était de le supprimer en fermant d'abord les urgences puis la réanimation, ce qui aurait entraîné la fermeture progressive de l'ensemble des activités chirurgicales et médicales, ainsi que de sa maternité.

La **mobilisation** (plus de 6000 pétitions, 4 manifestations, 2 délégations auprès du Ministère de la Santé, de nombreuses actions des personnels) a évité le pire mais le **projet d'établissement est sans cesse remis en cause** .

Des transferts d'activité ont eu lieu sans les contreparties attendues pour l'hôpital de Nanterre, ce qui accentue ses difficultés.

En faisant le choix d'une **politique d'austérité**, le gouvernement porte atteinte à la santé. **Coups budgétaires, privatisation rampante, réduction des lits dans les hôpitaux publics, fermeture des maternités, etc.**

: le dernier projet de loi santé s'inscrit dans la poursuite d'une **logique libérale où les économies priment sur les réponses aux besoins des populations, et remet en cause la solidarité de la protection sociale.**

L'ambition affichée du gouvernement est de **réaliser 10 milliard d'euros d'économies sur la santé en 3 ans, dont 3,4 milliard en 2016** . Le

regroupement des hôpitaux doit générer 1,2 milliard d'économies ! Et toutes ces restrictions budgétaires, qui sont autant de moyens en moins pour la recherche et l'accès aux soins, visent à compenser les 41 milliard d'euros d'exonérations de cotisations sociales offertes au patronat dans le cadre du pacte de responsabilité, sans qu'aucun emploi n'ait été créé en contrepartie !

Le déficit du CASH a été réduit de moitié en 3 ans : il est passé de 14,6 millions d'euros, tout budget confondu en 2012 à 7 millions en 2015 – ce qui souligne l'importance des **efforts accomplis**

, l'État a exigé en février dernier de diminuer l'enveloppe d'investissement de 7 millions et d'augmenter de 3,1 millions la demande de réduction du déficit !

Les personnels portent directement le poids de ces contraintes financières : 130 équivalents temps pleins ont été supprimés en 2014. Combien en 2015 ? Jusqu'où va-t-on aller ?

Une alternative est possible !

La santé n'est pas une marchandise. Il ne s'agit pas de faire des profits mais de garantir chacun et chacune contre les accidents de la vie, d'accompagner les malades, de prendre en compte le parcours social de chaque patient.

Nous devons tous être soignés selon nos besoins. **Défendre le maintien et la modernisation d'un service public de proximité et de qualité relève d'un enjeu de justice sociale pour l'ensemble des populations** dans une ville préfecture de plus de 90 000 habitants, où travaillent autant de personnes que celles qui y habitent et dans laquelle circulent quotidiennement plus de 30 000 étudiants.

Signons cette pétition pour exiger avec le Comité de défense et de modernisation de l'hôpital de Nanterre :

- Le maintien et le développement d'un service hospitalier public de proximité et de qualité à Nanterre
- L'arrêt des licenciements et le recrutement des personnels nécessaires
- L'arrêt des transferts d'activité
- Une véritable coopération avec les hôpitaux environnants